



Décision individuelle N° 2022-131

Pétitionnaire : SYNDICAT MIXTE DE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE DE LA VÉSUBIE ET DU VALDEBLORE

Adresse : 147 boulevard du Mercantour, BP 300, 06201 NICE cedex 01

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national (nécessaires aux actions pédagogiques destinées au public ainsi qu'à son accueil)

Intitulé du projet : Renouvellement - travaux sur la Vacherie de Cerise : remise en état du bâtiment Nord dit « La Forge » et déconstruction du bâtiment Sud

Localisation : Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.331-4, R.214-44, R.331-18 et R.331-19,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu les avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date des 05 juillet 2021, 02 août 2021 et 28 mars 2022,

Vu la décision n°2021-284 du 16 août 2021 autorisant des travaux de remise en état du bâtiment Nord dit « La Forge » et de déconstruction du bâtiment Sud, localisés dans l'enceinte du Parc Alpha,

Vu l'avis conforme n°2022-98 du 1^{er} avril 2022 valant autorisation de réaliser des travaux de restauration de la toiture et de modification de façade du bâtiment nord de la Vacherie de Cerise, tels que présentés au dossier DP 06 127 22 M0007

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 08 avril 2022 par Madame GAL Chandrika, chef du service études et travaux de la Direction de la construction, de l'immobilier et du patrimoine du Départemental des Alpes-Maritimes,

Considérant que cette demande porte sur le renouvellement de la décision n°2021-284 sus-visée, celle-ci étant arrivée à échéance au 31 octobre 2021 alors que l'ensemble des travaux prévus et autorisés n'ont pas été finalisés en raison de retard d'approvisionnement en matériaux et de suspension hivernale du chantier,

Considérant que les travaux pour lesquels la prolongation est requise sont, tels que déclarés par le demandeur « la finalisation de la couverture en bardeaux de mélèze, la mise en œuvre du parement en pierre des façades et le remplacement des portes d'accès »,

Considérant qu'en ce qui concerne la réfection du bâtiment Nord, l'avis conforme n°2022-98 répond partiellement à cette préoccupation dans la mesure où il vaut autorisation de procéder à des travaux de réfection intégrale de la toiture du bâtiment en bardeaux de mélèze, sans qu'une validité limitée y soit définie conformément aux dispositions réglementaires applicables aux déclarations préalables d'urbanisme,

Considérant que la mise en œuvre d'un parement en pierre sur les façades est indispensable au camouflage des matériaux non traditionnels utilisés pour renforcer le bâtiment (béton) afin de conserver à minima l'aspect extérieur du bâtiment,

Considérant que cette mise en œuvre a été autorisée par la décision 2021-284 susvisée à condition d'utiliser « les moellons d'origine récoltés sur site » (prescription 2.5) et que « les maçonneries extérieures [soient] réalisés à l'aide d'un mortier de composition, granulométrie et de coloris identiques à celui pré-existant » (prescription 2.6),

Considérant que le remplacement des portes d'accès ne figurait pas au programme de travaux à l'origine de la décision n°2021-284 sus-visée, qu'il constitue une intervention toutefois logique dans le cadre de cette remise en état et qu'elle avait été autorisée sous réserve que « l'ensemble des boiseries extérieures endommagées (habillages bois de pignon, de façade, d'allèges, portes et volets) [soit] remplacé par des éléments en bois de mélèze » (prescription 2.8),

Considérant que ces modifications ne remettent pas fondamentalement en cause les fondements des avis du Conseil scientifique préalablement émis ni celui des décisions n°2021-284 et n°2022-98 prises en conséquence,

DÉCIDE

Article 1 : Nature de la demande – Renouvellement de la durée

L'article 3 de la décision n° 2021-284 est ainsi modifié :

« La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 octobre 2022, les travaux devant être réalisés exclusivement sur les créneaux horaires diurnes ».

Article 2 : Autres dispositions modificatives – Prescriptions

L'article 2 de la décision n°2021-284 est ainsi modifié :

- « *Prescriptions relatives à la réfection du bâtiment de la vacherie Nord (dit « La Forge »)* »

2.3. La reconstruction du bâtiment sera réalisée à l'identique des autorisations d'urbanisme précédemment accordées en toute régularité des normes en vigueur à l'époque, notamment en ce qui concerne les dimensions et lignes architecturales du bâtiment, sauf exception des trois porches couverts autorisées dans le cadre de la DP 06 127 22 M0007.

Les autres dispositions et prescriptions de la décision n°2021-284 restent strictement inchangées.

Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 21 avril 2022

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Copie :
- service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.